

# Lutte de classe

## Pour ou contre un référendum sur le traité de Lisbonne ?

Je réponds ici à des camarades d'un groupe qui ont répondu à mon dernier courriel en mettant cette question sur le tapis.

J'ai bien sûr à l'esprit que le référendum n'est pas le terrain de prédilection de la lutte de classe du prolétariat.

Je sais aussi pertinent qu'il tourne au plébiscite en faveur du régime en place chaque fois que s'est le oui qui l'emporte.

En quoi exiger un référendum sur le traité de Lisbonne constituerait une violation du vote non du 29 mai 2005 ? Quelle est la situation aujourd'hui ?

Le vote non en France et en Hollande a bloqué partiellement la construction européenne sans pour autant empêcher 12 nouveaux pays de rejoindre l'UE depuis... Que l'intégration des 15 Etats à l'UE (en 2005) ait été freinée personne ne peut le nier, donc il n'était pas inutile de voter non, c'est le premier constat. Que la victoire du non n'est pas entamée une seconde la volonté des dirigeants européens d'aller au bout de leur démarche, c'est le second constat que l'on peut faire quasi quotidiennement.

Aujourd'hui, Sarkozy veut imposer un texte quasiment identique à celui qui a été rejeté

en 2005. Il me semble que la question essentielle est de savoir de quelle manière il veut le faire passer. Par la voie parlementaire en sachant qu'il dispose d'une majorité confortable pour le faire adopter grâce à la position adoptée par le PS. La situation n'est donc pas identique à celle de 2005 puisqu'ils avaient eu recours à un référendum.

En 2008, leur manière de procéder revient donc à interdire au peuple de se prononcer démocratiquement sur son avenir. Le seul moyen qui permettrait au peuple de pouvoir s'exprimer et de rejeter ce texte, serait de recourir à la seule forme existante dans le cadre des institutions bourgeoises qui s'imposent à tous, le référendum inscrit dans la constitution.

De deux choses l'une, soit on met l'accent sur l'aspect profondément antidémocratique de la méthode qui consiste à recourir à la voie parlementaire en tentant d'imposer la tenue d'un référendum pour permettre au peuple de s'exprimer, soit on met l'accent sur l'aspect tout aussi antidémocratique qui consiste à fouler aux pieds le résultat du 29 mai 2005 en exigeant son respect.

Si l'on regarde bien la situation telle qu'elle est, dans le premier cas nous n'avons pratiquement aucune chance d'infléchir la position de Sarkozy, dans le second cas non plus. Alors à quoi bon se battre sur cette question puisqu'elle est réglée d'avance ? Parce que nous ne nous soumettrons jamais à l'arbitraire en guise de démocratie, voilà tout. Donc dans les deux cas c'est foutu, dans le premier le traité de Lisbonne sera adopté par le Parlement quoique l'on fasse, dans le second il est totalement impensable qu'il abandonne le traité de Lisbonne. Voilà pour les certitudes.

Alors où réside la différence entre ces deux tactiques qui sur le plan pratique aboutissent apparemment au même résultat ?

En mettant en avant le respect de la démocratie, on met l'accent sur le côté profondément antidémocratique de la méthode qui consiste à ne pas respecter le résultat d'un vote de la part de Sarkozy. Question : cela ne fut-il pas une illusion de penser dès 2005 qu'il aurait pu en être autrement en cas de victoire du non ? Il y en a même qui ont osé prétendre que la victoire du non « stopperait », net le bras armé du gouvernement et de l'UE, c'était la position opportuniste du PT que j'ai dénoncée à l'époque à juste titre me semble-t-il, on peut l'affirmer avec le recul.

Par ailleurs chacun sait que ce référendum s'était largement transformé en un plébiscite contre la politique du gouvernement, donc en principe Chirac aurait dû démissionner, ce qu'il n'a pas fait, pire encore, les coups sur les travailleurs ont redoublé de violence dès le mois de juillet après que les dirigeants du PS, du PCF et des syndicats se sont portés au chevet de la Ve République moribonde et ont reporté leur "riposte" au 4 octobre. Dès le 30 mai 2005, pour bien faire, il aurait fallu exiger la démission de Chirac et son gouvernement ainsi que celle de l'Assemblée nationale ayant voté à une écrasante majorité pour le texte en question si l'on voulait faire respecter la démocratie sortie des urnes, ce qui aurait impliqué pour y parvenir un appel à la mobilisation du prolétariat et de ses partis. Que cet appel ne soit pas suivi d'effet n'invaliderait pas la perspective politique ainsi tracée, ce que de nombreux camarades n'ont pas compris à l'époque.

Entre temps, Sarkozy a été élu sur un programme de guerre contre le prolétariat et sa jeunesse, et dans la foulée il a remporté les élections législatives. Dans son programme, il avait inscrit la ratification du traité de Lisbonne par le Parlement si vous vous souvenez bien. Donc son intention était claire : il n'y aurait pas de nouveau référendum et le résultat du précédent disparaissait arbitrairement au moyen de cette manoeuvre antidémocratique comme s'il n'avait jamais eu lieu.

Maintenant ce qu'il faut déterminer c'est la manière dont les travailleurs interprètent la méthode de Sarkozy.

J'ai cru comprendre que la majorité des personnes interrogées dans différents sondages se prononçaient pour la tenue d'un référendum. Reflètent-ils l'état d'esprit dominant chez les travailleurs, je n'en sais rien. Cependant, chacun a pu prendre la mesure de l'importance et la portée des premières lois antisociales adoptées par le gouvernement et les députés. Une très grande majorité des travailleurs et de la petite bourgeoisie sont contre ces lois scélérates. Alors de là à penser qu'elles voudraient infliger une cinglante défaite au gouvernement il n'y a qu'un pas que je franchis.

Si l'on compare le processus du référendum où le vote non serait une fois de plus une condamnation nette et précise de la politique du gouvernement, avec le processus des élections municipales où le vote en faveur du PS ou des partis se réclamant du mouvement ouvrier serait certes un vote contre l'UMP et l'UDF, en même temps il serait davantage un vote par dépit teinté d'illusions dans des partis qui ne défendent pas forcément leurs intérêts ou développant des politiques opportunistes, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle je n'appelle pas à participer à ces élections.

On voit bien ici que la signification du référendum en cas de victoire du non et celle des élections municipales en cas de victoire du PS et des partis se réclamant du mouvement ouvrier n'est pas la même. Dans le premier cas, les travailleurs infligent une défaite à l'UMP-UDF-PS et accessoirement au PCF qui soutient le PS dans tous les autres domaines, donc l'indépendance de classe du prolétariat est sauvegardée. Dans le second, sur cette question précise, c'est beaucoup moins clair, pour ne pas dire confus et teinté d'illusions.

Je ne me suis pas écarté de notre sujet, j'ai procédé par analogie pour vous montrer que le vote non au référendum présentait au moins un avantage non négligeable : celui de permettre à la classe de s'exprimer, de renforcer sa confiance en elle en infligeant une défaite à l'UMP-UDF-PS-PCF. En y regardant de plus près encore, on s'aperçoit que la campagne pour exiger un référendum est loin d'être inutile, car elle met en lumière que les classes dominantes craignent par dessus tout la réaction du prolétariat, et elle permet d'en déduire facilement que l'opposition irréductible entre leurs intérêts fondamentaux est bien toujours réels, sinon comment expliquer la fébrilité qui s'est emparée des dirigeants européens à l'annonce d'un référendum au Portugal.

Exiger que Sarkozy respecte le vote du 29 mai 2005 et renonce au traité de Lisbonne, personne ne peut y croire sérieusement, il ne faudrait pas prendre ses désirs pour la réalité. Alors pourquoi faire croire le contraire ? Pourquoi lui demander de se comporter en démocrate ? N'est-ce pas faire croire qu'il en serait capable par le plus pur des hasards ? N'a-t-il pas déjà démontré amplement au cours des derniers mois qu'il n'avait rien à faire de ce genre de considérations ?

L'acquis du 29 mai, il est déjà passé au compte des pertes et profits depuis longtemps, il s'est évanoui dès le lundi 4 juin 2007 quand les uns et les autres se sont précipités à l'Élysée et Matignon pour assurer le régime de leur soutien indéfectible.

Vous me direz que même s'il y avait un référendum et que le non l'emportait, rien n'empêcherait Sarkozy d'avoir la même attitude que Chirac. Certes, mais les enseignements qu'il faudrait en tirer ne seraient pas forcément identiques. D'une part, à force de dire non, le peuple pourrait se lasser et envisager une autre forme d'expression, disons plus directe, après avoir pris conscience que voter ne changeait finalement absolument rien à sa situation.

D'autre part, il arrive toujours un moment où la quantité se transforme en qualité, à force d'infliger des défaites à son ennemi, il pourrait être tenté de passer à l'offensive pour en finir une fois pour toute.

Etre ou ne pas être pour la tenue d'un référendum n'est pas une question théorique, la seule question que l'on doit se poser : quelle est la position qui permettra au prolétariat de renforcer sa confiance en lui, de faire progresser sa conscience de classe, tout le reste est secondaire.

Je m'excuse, mais réclamer le respect de la démocratie concernant le vote de 2005 rejoint le langage employé par tous ceux qui bafouent la démocratie à différents niveaux dans ce pays, à commencer par Sarkozy lui-même qui prétend que le traité de

Lisbonne n'est pas identique au traité constitutionnel européen de 2005. C'était valable le lendemain du 29 mai mais plus maintenant. C'est en fait accepter de se situer sur le terrain où Sarkozy entend régler cette question, terrain qui est fatalement miné pour les travailleurs qui ne savent plus qui dit la vérité et qui leur ment effrontément, puisqu'il y a des menteurs des deux côtés.

D'une certaine manière, c'est votre parole (celle d'un inconnu) contre celle de Sarkozy-Hollande : ils prétendent respecter la démocratie et vous prétendez le contraire. Qui a raison et qui à tort ? De quels moyens indépendants les travailleurs disposent-ils pour se faire leur propre opinion sur cette question bien précise ? La presse et les médias aux ordres qui les matraquent quotidiennement. Par contre, quand vous expliquez à un travailleur que le président entend engager son destin sans le consulter, derrière son dos, il réagit aussitôt, il sent instinctivement que sa liberté d'expression est bafouée, cela ne peut que l'inciter à s'organiser sur son propre terrain de classe si la discussion est orientée dans la bonne direction.

Autre argument. Lier la question du respect de la démocratie au résultat du référendum de 2005 est d'autant plus aberrant que le 29 mai 2005 l'immense majorité des travailleurs ignoraient tout ou presque du texte sur lequel on leur demandait de s'exprimer. Ils ont voté massivement contre le gouvernement en espérant qu'il changerait de politique ou que Chirac démissionnerait. Comme il y a eu des élections entre temps, Chirac et Raffarin ne sont plus

en poste, alors pourquoi voudriez-vous qu'un autre président et un autre gouvernement respecte une parole qu'ils ne vous ont jamais donnée ? C'est comme si vous demandiez à Sarkozy d'en finir avec la politique de Chirac, cela ne tient pas debout, et il aura raison de vous répondre que vous devriez tenir compte des changements intervenus depuis le 6 mai 2007, même si par ailleurs il mène la même politique que son prédécesseur. Sarkozy est sorti armé jusqu'aux dents du scrutin présidentiel, il aura beau jeu de vous répondre qu'il a été élu pour faire adopter le traité de Lisbonne et qu'il n'a pris personne en traître, il ne fait que respecter le mandat que la majorité des Français lui ont, et que tous ceux qui s'y oppose ne respectent pas la démocratie. Sur ce terrain-là il est en position de force, je ne sais pas si vous l'avez remarqué.

A l'opposé, si les travailleurs pouvaient voter non une nouvelle fois, nous sommes sûrs qu'ils rejetteraient cette politique antisociale. Même si ce ne serait qu'un acte politique sans grande portée apparente, ce serait mieux que rien, surtout que la construction européenne se retrouverait une seconde fois partiellement bloquées, ce qui est loin d'être négligeable comme avantage. La défaite de Sarkozy liée à ses lois pourries nous permettrait d'exiger sa démission et la dissolution de l'Assemblée nationale...

Pour conclure, j'ai envie de dire que malheureusement cette question est déjà derrière nous. Je pense que dans la discussion avec des travailleurs, il faut leur poser des questions simples et concrètes et les laisser y répondre en premier : de quoi, de qui Sarkozy-Hollande ont-ils si peur ? Pourquoi manifester une telle crainte après avoir été élu avec 54% des voix il y a à peine 8 mois ? Quelle légitimité a-t-il au juste ? etc...